FALLY IPUPA REVERSERA UNE PARTIE DES RECETTES DE SON CONCERT DE BERCY A LA FONDATION PANZI

17 ÉTUDIANTS REÇOIVENT UNE BOURSE POUR ENTAMER LEUR CURSUS UNIVERSITAIRE

UNE FORMATION SUR LA SANTE MENTALE EN MILIEU SCOLAIRE A LA FONDATION PANZI

HOMMAGE A ROSSY MUKENDI

PANZI NEWS

Dr Christine Amisi, Secrétaire Exécutive de la Fondation Panzi, Dr Denis Mukwege et Théo Ngwabidje Kasi, gouverneur du Sud Kivu

© Photo Maud-Salomé EKILA

Le Docteur Denis Mukwege a rencontré le Gouverneur du Sud Kivu, Théo Ngwabidje Kasi accompagné de plusieurs membres de l'Ordre des Médecins du Sud Kivu

C'est avec ses confrères de l'Ordre des Médecins du Sud Kivu que le docteur Mukwege s'est rendu au cabinet du Gouverneur, Monsieur Théo Ngwabidje Kasi le 31 janvier 2020. Le but de cette visite était d'échanger sur les difficultés auxquelles ils sont confrontés pour exercer correctement leur métier dans la Province

Après un entretien en petit comité entre le Gouverneur, le Docteur Mukwege et le Dr Christine Amisi, Secrétaire Exécutive de la Fondation Panzi; les autres médecins de la corporation sont à leur tour entrés dans le bureau du Gouverneur. Le président provincial de l'ordre des médecins, le Docteur Fabrice Cikomola, et ses confrères ont exprimés leurs préoccupations à huit clos sur des points qui perturbent gravement le fonctionnement du secteur de la santé et impactent négativement la santé au niveau de la province. Ainsi, des sujets comme la circulation de médicaments illégaux, disponibles un peu partout ou encore la naissance d'hôpitaux et de pharmacies en toute illégalité aux quatre coins de la province étaient à l'ordre du jour

Théo Ngwabidje Kasi a assuré aux médecins présents qu'il trouverait le maximum de solutions, la santé étant une priorité pour lui.

La délégation de l'ordre des médecins a proposé d'organiser une conférence invitant le gouverneur et le Docteur Mukwege dans le but de passer en revue tous les problèmes auxquels ils doivent faire face dans le secteur, les répertorier et proposer des pistes de solutions afin qu'un document soit remis au gouverneur pour mise en application. Les médecins sont sortis de la rencontre sur une note de satisfaction.

Le gouverneur s'est également dit honoré de recevoir dans ses bureaux le Prix Nobel de la Paix : « Le Docteur Mukwege est un digne fils de la Province et le porte étendard de cette dernière au niveau international ».

Après ces échanges sur les problématiques du secteur de la santé dans la province, le gouverneur a également promis d'apporter son soutien au fonctionnement d'un des projets de réinsertion socio-économique de la Fondation Panzi, « Panzi Jus », en facilitant et en faisant la promotion de cette entreprise de jus de fruits naturels dont la totalité des bénéfices générés reviennent aux femmes travaillant à la fabrication de ce nouveau breuvage. Le gouverneur a adoré le goût du Panzi Jus et encourage tout particulièrement ce type d'entreprises locales qui bénéficient à l'économie de la RDC en permettant à la population de consommer local, leur évitant ainsi cette frénésie désespérée d'importer des produits étrangers.

© Photos Marissa PLEDGER

Les bénéficiaires travaillant à la fabrication du Panzi Jus dans leur atelier de Bukavu

Massacre de Kabikokole, 2 ans déjà !

La nuit du 8 au 9 février 2018, 307 personnes ont été massacrées, violées, torturées, capturées et mises en esclavage à Kabikokole dans la Province du Sud Kivu.
Les auteurs : Frédéric Masudi alias Koko di Koko et sa milice armée des Raïya Mutomboki. Masudi a finalement été condamné pour crime contre l'humanité par viol par le Tribunal de garnison de Bukavu en novembre 2019 conjointement avec deux de ses hommes et avec l'Etat congolais, pour avoir failli à sa mission de protéger la population civile contre l'incursion des miliciens alors que plusieurs alertes avaient été lancées.

La condamnation est historique et le jugement rendu constitue une avancée significative dans la justice congolaise, obligeant l'Etat et les miliciens à des dommages et intérêts, mais également à assurer une prise en charge holistique des survivants du massacre.

La Fondation Panzi a apporté un soutien au tribunal avec TRIAL et le Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits Humains afin d'assurer la défense des parties civiles à travers la Task Force for Interrnational Criminal Justice pour l'organisation de ce procès.

Comprendre et prévenir les problèmes mentaux des enfants en milieux scolaires, un impératif !

© Photo Maud-Salomé EKILA

Dans le monde plus de 45 millions de personnes souffrent de maladies mentales ; 80% de ces maladies débutent avant l'âge de 15 ans et en RDC 3% des jeunes de 10 à 19 ans présentent un trouble de comportement ; selon les statistiques 2018 de la santé mentale.

La coordination santé mentale de la Fondation Panzi à organisé ce 31 janvier 2020, un programme de sensibilisation des enseignants de la ville de Bukavu sur la prévention des problèmes mentaux des enfants en milieux scolaires. Une conférence plus que nécessaire dans une société congolaise qui stigmatise et ne comprend pas assez les problèmes de santé mentale. En effet, il est triste de constater qu'en RDC aujourd'hui, la majorité lient les problèmes mentaux à de la sorcellerie ou au mauvais sort.

Comment se sentent nos enfants ? Comment perçoivent-ils le monde ? Comment nos enfants pensent-t'ils et comment se comportent-t'il ? Toutes ces questions sont primordiales lorsque l'on analyse la santé mentale d'un enfant. Ainsi, sur 65 institutions scolaires de Bukavu, 42 ont répondu présentes à ce premier rendez-vous qui doit permettre à long terme d'apporter des outils aux enseignants afin d'accompagner leurs élèves et de les aider à réaliser leur potentiel, faire face aux difficultés normales de la vie, travailler avec succès et de manière productive et être en mesure d'apporter leur contribution à la communauté.

Toutes les sociétés sont confrontées à des problèmes majeurs dans l'éducation des enfants. Mais alors, quel type d'éducation devons-nous donner à notre enfant ? Les écoutons-nous assez, les considérons-nous assez dans leur individualité ? Avant toute chose, il faut arriver à comprendre, connaitre et maitriser le stade de développement de nos enfants, en passant par la dimension physique, la dimension psychique, la dimension sociale et la dimension existentielle. Cette stratégie peut permettre de prévenir les maladies mentales, le suicide, les troubles comportementaux et autres dépressions chez eux.

Les enseignants, les parents et les médecins sont appelés à collaborer afin d'apporter une

« On constate qu'il y a beaucoup de réalités et de paramètres que les enseignants ne maitrisent pas »

Dr Philippe Amani Busane, psychiatre, chef du service de Neuropsychiatrie de l'Hôpital de Panzi et coordonnateur du projet « Santé Mentale » à la Fondation Panzi

une aide significative à l'enfant souffrant, car plus un enfant a un problème, moins il a envie de demander de l'aide et c'est dans ce cadre que cette sensibilisation a été réalisée par la coordination santé mentale de la Fondation Panzi.

Le Docteur Philippe Amani Busane, psychiatre, chef du service de Neuropsychiatrie de l'Hôpital de Panzi et coordonnateur du projet « Santé Mentale » à la Fondation Panzi résume les objectifs de cette activité : « Nous avons organisé cette séance de sensibilisation des enseignants de la ville de Bukavu pour essayer de réveiller leur conscience par rapport aux problèmes mentaux que les élèves présentent dans leurs écoles et qui passent souvent inaperçues. C'est une première rencontre, mais les enseignants sont intéressés et on constate qu'il y a beaucoup de réalités et de paramètres que ces derniers ne maitrisent pas. Nous espérons que cette conférence va aider et outiller les éducateurs sur le comportement à adopter face à des enfants ayant des problèmes psychologiques. »

Notons que la formation a porté essentiellement sur l'interaction du milieu social sur le développement de l'élève, la souffrance psychologique des enfants en milieu scolaire, la prise en charge psychosociale et sur les problèmes de santé mentale et leurs impacts sur la vie scolaire des élèves.

Au terme de la conférence, Madame Ludaga Chirezi, directrice de l'école maternelle et primaire Complexe Scolaire Espoir 2 réagit: « Je pense que tout a été essentiel dans cette formation. Elle nous a remis dans le contexte de situations que nous vivons au quotidien avec nos élèves. En fait, beaucoup d'enfants ont des problèmes de santé mentale, mais nous ne le savons pas, nous n'en sommes, en général, pas conscients. Cette conférence a été édifiantes et c'est crucial pour la façon dont allons poursuivre notre carrière d'enseignant, dont nous allons prendre en charge nos enfants avec les moyens à notre disposition ».

Fally Ipupa va reverser une partie des recettes de son concert historique de Bercy à la Fondation Panzi

Vendredi 28 mars 2020, Fally Ipupa a véritablement mis le feu à la mythique salle de concert parisienne, Bercy (rebaptisée Accord Arena) devant plus de 20 000 personnes. Notre chanteur national l'avait annoncé dans les médias depuis plusieurs semaines, une partie des recettes de son concert iront à la Fondation Panzi du Docteur Mukwege.

On rappelle que Fally Ipupa était venu jusqu'à Oslo pour honorer le Docteur Mukwege après la cérémonie du Prix Nobel de la Paix 2018. Pour l'occasion, Fally Ipupa avait réadapté l'une de ses chansons rendant hommage au Docteur sur la scène du gala qui a suivi la cérémonie.

Fally Ipupa, a également visité à deux reprises les survivantes de violences sexuelles prises en charge à l'Hopital de Panzi, donnant ainsi de l'espoir, de l'importance et de la considération à ces mamans et jeunes filles pilier de la société congolaise et pourtant si souvent stigmatisées dans leur propres communautés.

Fally Ipupa a eu a échanger plusieurs fois avec le Docteur Mukwege sur les façons d'agir et de devenir des acteurs du changement pour notre pays meurtris par les violences.

En juillet 2018, il a été nommé ambassadeur de bonne volonté par la section Protection des Droits de l'Enfant de la MONUSCO pour son implication à mettre fin au recrutement d'enfants par les groupes armés et les milices en RDC. A travers sa fondation qui œuvre pour les personnes vulnérables dans le pays, il a récemment fait don d'une ambulance à l'Hôpital Général de Référence de Goma.

Vendredi, en plein milieu de ce concert historique, il a rendu hommage au Docteur Denis Mukwege et exprimé sa solidarité envers la population de Beni qui ne compte plus ses morts et subit sans trêves les affres de la guerre pour les minerais. Chaque semaine, le bilan s'alourdit dans cette région du pays laissée à l'abandon au niveau sécuritaire. On rappelle d'ailleurs que fin février, plus de cent personnes y ont encore trouvé la mort lors de massacres.

Bravo à Fally Ipupa qui se sert de sa notoriété pour faire écho à la cause des vulnérables en RDC.

17 étudiants reçoivent une bourse universitaire à la Fondation Panzi

C'est avec le soutien du « Fonds Docteur Mukwege » que chaque année, la Fondation Panzi offre des bourses à des jeunes filles et garçons afin de leur permettre de poursuivre leur cursus académique.

La cérémonie de signature de protocole de cette bourse d'études aux étudiants gérée par la Fondation belge « Roi Baudouin » a eu lieu dans les installations de la Fondation Panzi à Bukavu le vendredi 14 février 2020.

Monsieur Brazos, expert en éducation à la Fondation Panzi, explique que parmi les bénéficiaires de cette édition 2020, figurent la première cohorte du projet Dorcas Rurale, l'un des projets d'aide à la réinsertion économique de la Fondation Panzi.

Sélectionné.e.s, entre autre sur base de leur vulnérabilité, ces boursiers proviennent de milieux ruraux où la pauvreté constitue une menace pour beaucoup de famille et rend difficile l'accès aux études.

Le parcours d'Arlène, l'une de bénéficiaires de la bourse confirme cette réalité sociale. Arlène se souvient encore de son premier contact avec les institutions de Panzi. Pour elle, tout commence en 2014, à l'époque, elle avait été prise en charge sur le plan médical et psychosocial avant d'être réinsérée à l'école. Six ans plus tard, Arlène a obtenu son diplôme d'État (6ème secondaire) et elle vient de recevoir cette bourse académique qui va lui permettre de démarrer un cursus universitaire.

C'est une bourse d'étude annuelle de 400 $ qui est octroyée aux étudiants afin de couvrir tous les frais.

La jeune Arlène (à droite) et une autre élève bénéficiaire de la bourse

© Photo Arsène LWABANDJI

Extrait du discours du Docteur Denis Mukwege lors du concert « Requiem pour la Paix »

Un concert pour commémorer les morts et les victimes des différentes guerres et conflits que connait l'Est du pays depuis 1996

« Je suis persuadé que vous n'auriez trouvé meilleur endroit, irrigué de sens et d'histoire, pour chanter avec nous ce Requiem de la Paix, que cette cathédrale de Bukavu. Le mot Requiem évoque le recueillement et la prière pour un défunt ou en souvenir des défunts.

Aujourd'hui, les murs de cette cathédrale résonnent le souvenir vivace de Monseigneur Munzihirwa, ancien Archevêque de Bukavu; digne fils de la province du Sud-Kivu, de la Rd Congo et de notre humanité commune.

Il y a près de 24 ans, cet homme pieux, épris d'humanité, de justice et de paix avait été fusillé, sur ordre et à bout portant à moins d'un kilomètre d'ici. Les traces sanglantes de son assassinat jalonnent la place qui porte désormais son nom au marché de Nyawera. Elles sont gravées dans le mémorial où repose son corps au seuil de cette cathédrale. Elles sont gravées dans nos consciences comme une empreinte indélébile de la tempête de feu qui embrase cette région depuis deux décennies.

Le Docteur Denis Mukwege prononçant son discours à la Cathédrale Notre-Dame-de-la-Paix de Bukavu le mercredi 12 février à l'occasion de l'événement « Requiem pour la Paix », organisé par Uwezo Afrika Initiative.

© Photo Daniel MUSAKA

« L'idée est également de trouver une date commémorative qui sera de portée nationale impliquant les congolais du monde entier pour commémorer toutes les victimes de ces massacres »

Douce Namwezi, présidente de l'organisation Uwezo Afrika Initiative

Dans certains de ses messages, Munzihirwa, en citoyen responsable, préférait qu'on l'appelle « Zamu », c'est-à-dire « gardien ». Comme pour dire qu'il se pensait d'abord comme gardien de ses frères, avant d'arborer le titre de Monseigneur.

Il était le gardien et le porte-voix de tout un peuple. Il dénonçait les injustices du régime de Mobutu, la corruption des élites zaïroises de l'époque, la misère dans laquelle croupissait notre population, mais également les menaces qui pesaient sur la paix au Zaïre dans la foulée des guerres du Rwanda et des tragédies du Burundi. Il dénonçait. Il dérangerait ceux qui voulaient faire main basse sur les terres et les richesses du Congo. Ceux qui voulaient humilier et chosifier la population congolaise. Et c'est pour cette raison qu'ils l'ont assassiné.

Munzihirwa est ce visage connu de plus de six millions de congolais dont la vie a été fauchée depuis la guerre qui nous a été imposée en 1996. Ces femmes, ces hommes et ces enfants massacrés à Lemera, Makobola, Kasika, Mwenga, Kaziba, Kaniola, Bukavu et j'en passe. C'est la mémoire de ces victimes innocentes et de ces lieux de martyre que vous avez décidé de chanter aujourd'hui aux côtés d'autres mémoires sombres du Rwanda et du Burundi.

Permettez-moi de vous rendre hommage pour cette courageuse initiative, car à ma connaissance elle est la première de cette ampleur. Vous lever ainsi contre l'oubli, l'indifférence et la fatalité collective est un acte de responsabilité dont vous ne mesurez peut-être pas toute la portée.

En effet, face à l'écrasement de l'humain et à l'extermination, les masses populaires du Congo et de la région des Grands Lacs, terrorisées et traumatisées sont devenues passives. Elles ne dénoncent même plus les crimes les plus ignobles. Cette passivité nourrit malheureusement l'impunité qui se propage comme une trainée de poudre dans nos pays.

Votre acte certifie que la plus modeste des initiatives peut inscrire un être humain ou une organisation du côté de l'honneur face à l'horreur.

Chanter le Requiem, chanter la mémoire de ceux nous ont été arraché par la cruauté humaine est une initiative qui participe à la reconstruction de notre société et au retissage du vivre-ensemble avec nos voisins après l'innommable.

Toutefois, aussi noble que soit ce travail de mémoire, il ne se suffit pas en lui-même.

A mon sens, il est un point de départ qui nous invite à poser d'autres pas, pour construire une paix véritable et durable. Une paix des cœurs qui ne devrait se confondre avec un silence de cimetières. Une paix qui invite la justice à mettre un pied dans les tombes pour que les bourreaux et leurs commanditaires nationaux, régionaux et internationaux répondent enfin de leurs crimes.

Sans ce travail de justice, le risque est grand de voir un jour exhumés les rancœurs enfouies. Car, l'Histoire nous rappelle que sans la justice le feu de la revanche couve toujours sous les cendres des défunts. Le respect que nous portons pour les morts n'exclut donc pas les conflits futurs. Et, surtout devrait nous inviter à ne pas léguer aux générations à venir un conflit posthume.

Mesdames et Messieurs,

Le devoir de mémoire, le devoir de vérité, le devoir de justice sont des préalables à la réconciliation des peuples. Nous devons trouver de la force en nous pour exiger que ce processus soit initié en Rd Congo comme cela l'a été sous d'autres cieux [....]

Les crimes commis dans notre pays, et décrits de manière méthodique et professionnelle, notamment dans le Rapport Mapping des Nations Unies, méritent un Tribunal Pénal International. On ne peut restaurer une paix durable en laissant dans l'impunité et la banalité des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide commis sur des innocents.

Et à côté de cette justice pénale, nous devrions aussi envisager des mécanismes de justice transitionnelle qui permettront aux victimes, aux survivants et à leurs familles de s'exprimer afin de recouvrer leur dignité. Par la même occasion, les bourreaux seront appelés à avouer leurs forfaits et à demander pardon aux victimes, à leurs familles et à la société. C'est en grande partie ce qu'ont fait les GACACA au Rwanda.

Ainsi seulement, du devoir de mémoire et de la justice, nous passerons à la construction d'un avenir plus radieux pour les jeunes et les enfants de cette région des Grands-Lacs africains qui dans leur grande majorité n'aspirent qu'à vivre ensemble dans la paix et la fraternité.

Ces chemins de la paix seront peut-être encore parsemés d'embûches, mais j'ai foi en la capacité des peuples du Burundi, du Rwanda et du Congo à bâtir la paix à laquelle ils aspirent si ardemment.

Ensemble, nous avons suffisamment d'intelligences collectives et des ressources pour graver dans la pierre et pour l'éternité, l'espérance pour nos enfants.

Je vous remercie.

Un chœur de 30 choristes congolais de Bukavu et de Goma.

© Photo John Ashiza

On se souvient…

Rossy MUKENDI

le Martyr du respect de la constitution congolaise

Rossy MUKENDI a donné sa vie pour le Congo parce qu'il croyait en l'idéal d'une République respectueuse de sa Constitution et parce qu'il était convaincu, comme il aimait le dire et l'arborer que : « *Le peuple gagne toujours* ! »

La vie de Rossy s'était transformée en une espèce d'atelier de production de pensées et de maximes engageantes qui, à mon avis, devraient être enseignées dans les écoles et les universités dans le cadre du civisme. Rossy se savait en danger, intrépide, il disait, un peu comme un chant de cygnes : « *Quand la mort viendra, je partirai, fier d'avoir défendu un idéal* ».

Rossy MUKENDI, en internationaliste, rêvait d'un Etat congolais véritablement démocratique. Il rêvait d'un Congo puissant, grand, qui jouerait un rôle important sur l'échiquier africain voire à l'échelle planétaire. Il rêvait d'une diplomatie lucide et réaliste, engagée et basée sur les atouts, les acquis, les forces et les opportunités de la RDC tout en tenant compte de ses faiblesses et des menaces qui pèsent sur elle.

Ceux qui l'ont abattu le 25 février 2018 pensaient le tuer par une balle… ils l'ont plutôt fait découvrir ! Ils en ont fait un martyr, un homme dont l'existence est désormais éternelle. Ils pensaient faire taire à jamais sa voix, mais ont fait naître des dizaine de milliers de « Je suis Rossy Mukendi », des jeunes qui s'engagent à perpétuer le combat et les idéaux portés par Rossy.

Non, Rossy n'est donc pas mort ! Il vivra toujours dans la voix de ceux qui lutteront encore, non seulement contre toute forme d'injustice, de corruption, de violations de droits de humains, de mépris du peuple congolais et de sa volonté; mais aussi et surtout en faveur du respect rigoureux de la Constitution.

Non, Rossy n'est pas mort ! Il vivra dans les bras de ceux qui travaillent en faveur de l'émergence d'un véritable Etat de droit où règnera la liberté, la démocratie, la transparence, la bonne gouvernance…

En martyr, Rossy MUKENDI ne crie pas vengeance, mais justice, pas seulement pour lui mais aussi pour les milliers des congolais injustement tués par cette horde des criminels.

Une tribune du Professeur Bily Bolakonga
Recteur de l'Université Mariste du Congo (UMC)

Comme chaque année au mois de février, on célèbre le Black History Month en Amérique du Nord, en hommage aux grandes figures du combat pour les droits civiques des noirs aux Etats-Unis. Parmi les grandes figures qui se sont battues, on se souvient entre autres de Malcom X, Rosa Parks, Martin Luther King Jr, Harriet Tubman ou encore Huey P Newton.

© Photo Arsène LWABANDJI

222 micro-crédits à Luvungi

Certaines sont survivantes de violences sexuelles, d'autres ont été soignées à l'Hôpital de Panzi pour des pathologies gynécologiques, d'autres encore sont des femmes vulnérables; et elles se sont vues octroyer une subvention de 80 $ pour renforcer leurs activités génératrices de revenus ce 31 janvier 2020. Pour la plupart commerçantes ou artisanes, ces 222 entrepreneuses de Luvungi dans la Plaine de la Ruzizi ont « manifesté du courage dans la gestion d'autres formes d'aide qu'elles ont reçus auparavant » explique Monsieur Bertin Rutega, Directeur de Programme à la Fondation Panzi, dépêché à Luvungi avec 5 autres collègues pour l'occasion.

Bertin Rutega encourage également les bénéficiaires à continuer à faire preuve de rationalisme, de bonne foi et de constance dans leurs entreprises afin de faire fructifier la somme qui vient d'être mise à leur disposition et rajoute : « Quelle fierté de voir cet esprit innovant et la façon dont vous parvenez à subvenir à vos besoins avec peu de moyens » .

Redémarrer dans la vie alors qu'elles n'avaient plus rien, voilà tout l'intérêt de la mise en place du projet d'aide à la réinsertion économique « Dorcas Rurale » dont les activités s'étendent sur la Provinces du Sud Kivu. Les femmes passant par le projet « Dorcas Rurale » sont appuyées pour suivre des formations socioprofessionnelles et en compétence d'affaires afin d'améliorer leur situation économique. Pour leur éviter la stigmatisation, ces femmes survivantes de violences sexuelles et de diverses pathologies gynécologiques, sont associées à d'autres femmes vulnérables de leur communauté au sein de groupes associatifs à intérêt économique appelé Mutuelle de Solidarité (MUSO). Les Mutuelles de Solidarité leur permettent de se retrouver pour cotiser plusieurs fois par mois afin d'avoir toujours une alternative en cas de besoins urgents et de se voir pour échanger et se soutenir en partageant leurs expériences.

A cette étape de l'utilisation du Modèle de Panzi, le pilier réinsertion économique contribue réellement au retour de la paix et permet à ces femmes, jadis stigmatisées, d'être indépendantes et de reconstruire leur vie sans avoir à courber l'échine ni à avoir honte.

Après plus de 10 ans de mise en pratique du Modèle de Panzi sur le terrain, les résultats parlent. Ces femmes devenues entrepreneuses peuvent subvenir aux besoins de leurs familles, retrouvent leur dignité et reçoivent à présent le respect de leur communauté pour leur réussite. A ce moment là, le pilier juridique vient souvent boucler l'efficacité du Modèle de Panzi en permettant ce qui est perçu comme un retour à la dignité chez les bénéficiaires qui assignent leurs bourreaux en justice (pour celles qui le peuvent).

C'est l'Union Européenne qui finance le « Programme Intégré d'Appui Holistique » de la Fondation Panzi à travers le projet « Dorcas Rurale » depuis février 2017 en intervenant sur 5 sites de la province du Sud-Kivu, notamment à Kamanyola, Katogota, Luvungi et Bwegera, dans la plaine de la Ruzizi, ainsi qu'à Idjwi Nord. Le projet propose différentes formations en métiers et en alphabétisation conscientisante, la subvention en nature et en espèce, la scolarisation de 2 enfants par bénéficiaires, ainsi que la structuration des bénéficiaires en Mutuelles de Solidarité (MUSO) et doit prendre fin le 31 janvier 2022.

Le programme de réinsertion socioéconomique en milieux ruraux de la Fondation Panzi prend en charge des survivantes retournées dans leurs communautés après avoir reçu des soins médicaux et psychosociaux à l'Hôpital de Panzi.

Distribution des micro-crédits aux 222 entrepreneuses

© Photo Arsène LWABANDJI

PMU Interlife, un soutien des premières heures !

PMU Interlife est une organisation suédoise qui appuie les actions du Dr Mukwege depuis plus de 20 ans.

Elle a contribué à la création du Service des Survivantes de Violences Sexuelles de l'Hôpital de Panzi et finance encore aujourd'hui plusieurs projets de la Fondation Panzi: le projet Badilika, le projet Survivantes de Violences Sexuelles et la maison de transit « Maison Dorcas ».

Une délégation de PMU Interlife s'est rendue à Bukavu ce 9 février 2020 pour rencontrer le Dr Mukwege et faire des visites de terrain pendant une semaine afin de constater l'impact des différents programmes de Panzi, que l'organisation supporte depuis des années, dans la vie des victimes de violences sexuelles et d'échanger avec elles.

Nicolas Lindgren, le directeur de PMU Interlife, a qualifié ce voyage d'extrêmement enrichissant : « J'ai fait des rencontres humaines incroyables et j'ai écouté des histoires marquantes sur la façon dont plusieurs personnes sont sorties de la pauvreté. C'était aussi un contact avec la vulnérabilité la plus profonde que vous pouvez imaginer, avec des gens qui manquent de voix et qui, de différentes façons, sont les victimes de cette chaîne d'exploitation des minéraux de conflit. Je suis heureux et fier de collaborer avec tous des partenaires et incroyables collègues qui font le maximum pour donner de l'espoir, de l'amour et permettre un changement positif à certains des plus vulnérables de ce monde ».

Pour la Fondation Panzi, la vision est claire: Voir émerger la femme en tant qu'actrice à part entière dans une société où règne la cohésion sociale. L'apport d'organisations telles que PMU Interlife permet justement aux projets de Panzi de voir le jour et de changer le quotidien de plusieurs milliers de familles chaque année.

En une semaine, ils se sont rendus dans la Plaine de la Ruzizi où ils ont rencontré une centaine de femmes appuyées par la Fondation Panzi, à travers le Projet Dorcas Rurale qu'ils financent. Ces femmes qui sont de plus en plus autonomes et prospères, bénéficient d'un accompagnement holistique basé sur la réinsertion socioéconomique. Ensuite, ils ont rencontré des bénéficiaires du Programme Intégré d'Appui Holistique à Luhwinja. Il s'agit de jeunes garçons et d'adolescentes sorties des carrés miniers où ils étaient exploités, soit pour des travaux lourds soit comme esclaves sexuelles. L'équipe a également visité le site de Kadumwa où de nombreuses femmes sont encore contraintes à la prostitution. Après une journée à l'Hôpital de Panzi, la délégation de PMU Interlife a bouclé son séjour par une visite au nord de la ville de Bukavu. Elle a notamment été à Kavumu et à Katana où la Fondation Panzi accompagne plusieurs vulnérables et des victimes de violences sexuelles à travers différents programmes.

Lancement d'un nouveau projet sur l'île d'Idjwi

Mieux vaut prévenir que guérir !

Un projet conjoint de la Société allemande de Coopération Internationale (GIZ) et de la Fondation Panzi vient de s'installer à Idjwi, l'une des iles du Lac Kivu, afin de prévenir et de répondre aux violences sexuelles et basées sur le genre.

Pourtant considérée comme un ilot de paix, Idjwi qui appartient à la chefferie de Ntambuka, enregistre elle aussi, à l'instar des autres régions du Sud-Kivu, des cas de violences sexuelles et basées sur le genre.

En vue de concrétiser ce nouveau projet qui offre notamment une aide psychosociale et légale aux victimes de violences, une équipe multisectorielle de la Fondation Panzi a effectué du 6 au 9 février 2020 une mission de prospection à Idjwi afin de sensibiliser la communauté et de l'informer du démarrage imminent des activités de prise en charge des victimes de violences sexuelles sur le plan juridique et psychosocial.

Ainsi, afin d'accompagner au mieux les victimes de toutes sortes de violences, une Clinique Juridique sera installée sur l'île.

Emery Mutunzi, le coordinateur du programme de réinsertion sociale « Badilika » de la Fondation Panzi explique : « Notre objectif est un projet de prévention qui s'étend sur 3 territoires du Sud Kivu, ici à Idjwi, mais également à Walungu et à Mwenga. Dans ce nouveau projet de la Fondation Panzi, le plaidoyer et la prévention seront particulièrement privilégiés, la plupart de nos projets déjà existants étant *plutôt axés sur la réponse*. Nous réfléchissons sur les causes profondes des violences basées sur le genre et nous allons donc travailler avec les différentes couches de la communauté sur la contribution d'une masculinité positive au sein de la société ».

Le Docteur Mukwege s'investit depuis des années sur l'Ile d'Idjwi, en 2013 il avait également remis un émetteur de 1000 Watts à la Radio locale Kalinda afin que la communauté puisse continuer à s'exprimer.

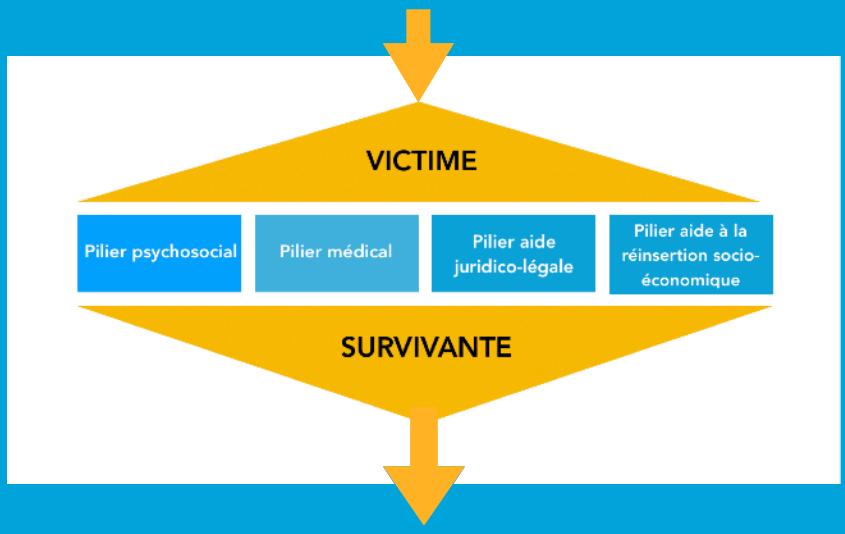
© Photos Arsène LWABANDJI

LE MODELE DE PANZI

Élaboré par le Docteur Mukwege, le Modèle de Panzi organise une prise en charge globale des survivant.e.s de violences sexuelles s'articulant autour de 4 piliers qui permettent aux survivant.e.s de se reconstruire, d'être indépendantes et de se réinsérer dans la société de façon pérenne, notamment en passant par nos One Stop Centers.

© Photo Josh ESTEY

Arrivée au One Stop Center
Hôpital de Panzi, Centre Hospitalier de Mulamba ou Centre Hospitalier de Bulenga



Départ du One Stop Center

Activités réalisées dans chaque pilier au sein des différents projets de la Fondation Panzi, de nos centres hospitaliers et de l'Hôpital de Panzi

Période du 25 janvier 2020 au 25 février 2020

PILIER MÉDICAL

673 personnes au total ont bénéficié de la prise en charge médicale et 7 patients ont été référés pour meilleurs prise en charge, dont:

- **189** survivantes de violences sexuelles, dont 65 qui ont consulté dans le délai de 72 heures et ont donc pu bénéficier de la prévention post-expositionnelle (PEP) donc 34,4% des cas de survivantes de violences sexuelles. 116 ont été reçues à Hôpital de Panzi, 30 provenant des structures PEP-Tushinde (Nyangezi, Walungu, Lemera et Katana), 12 du Centre Hospitalier de Mulamba, 8 du Centre Hospitalier de Bulenga et 23 à Bunyakiri via le projet Tushinde de la Fondation Panzi. De ces patientes, 6 étaient des mineures de moins de 12 ans.

Toutes les patientes ont été référées au Pilier Psychosocial de la Fondation Panzi et 22 d'entre elles ont décidé de prendre accompagnement légal.

- **46** femmes souffrant de prolapsus génitaux ont été opérées: 30 à l'Hôpital de Panzi, 10 au Centre Hospitalier de Mulamba et 6 au Centre Hospitalier de Bulenga. 98,2% des patientes opérées sont sorties d'hospitalisation dans un délai de 10 jours et témoignent d'une expérience positive.

- **10** patientes porteuses de fistules uro-génitales ont été opérées (9 à l'Hôpital de Panzi et 1 au Centre Hospitalier de MulambaMulamba), avec 90% de guérison (fistules fermées et sèches).

- **82** accouchements ont été réalisés, 32 au Centre Hospitalier de Bulenga et 50 au Centre Hospitalier de Mulamba, dont 25 césariennes (soit 31,25% d'accouchements) qui sont à 80% des cas de référence tardive, provenant de formations sanitaires lointaines.

- **92** personnes ont été hospitalisées, 54 au Centre Hospitalier de Bulenga et 38 au Centre Hospitalier de Mulamba pour diverses pathologies autres que uro-gynécologiques, dont des cas de paludisme graves qui constituent la grande majorité des cas reçus, des cas de pneumonies et d'autres pathologies chirurgicales.

- **245** personnes ont été traitées en ambulatoires pour diverses pathologies: 48 patients pris en charge au Centre Hospitalier de Mulamba, 144 au Centre Hospitalier de Bulenga, ainsi que les enfants des Centres de Rattrapage Scolaires de la Fondation Panzi soignés dont 14 à Luhwinja et 39 à Kamituga.

- **9** enfants Survivantes de Violences Sexuelles et malnutris, encadrés au sein du projet « Les Enfants de Panzi et d'Ailleurs » à Kavumu, ont bénéficié d'une supplémentation nutritionnelle au Centre Nutritionnel Nyota de Kavumu.

- **7** patients ont été référés pour une meilleure prise en charge (6 à l'Hôpital de Panzi et 1 à l'Hôpital Général Provincial de Référence de Bukavu). Il s'agit de : 3 cas de prolapsus génitaux, 2 cas de fistules uro-génitales, 1 enfant survivante de violences sexuelles de 9 ans violée par un élément des FARDC à Bitale, 1 enfant avec malnutrition chronique sévère référé à l'unité nutritionnelle de l'Hôpital Général provincial de Référence de Bukavu.

- Le programme intégré d'appui holistique s'est rendu en mission de supervision médicale dans la Zone de Santé de Mwana où un lot de médicaments essentiels a été remis à l'Hôpital Général et au Centre de Santé Ifendula. Le superviseur médical a également organisé un atelier d'information sur les avantages, les méthodes de la Planification familiale et les généralités sur les maladies sexuellement transmissibles à l'intention des nouveaux animateurs. L'intérêt de cette remise à niveau est de capaciter les animateurs locaux pour la sensibilisation des bénéficiaires sur les questions d'hygiène et de santé de la reproduction.

- La Clinique Mobile a procédé au lancement officiel de ses activités organisées par le projet de Prévention des Violences Sexuelles et Basées sur le Genre/Fonds Social de la RDC à travers une session à l'intention des équipes cadres des Zones de Santé de Kalole, Kalonge et du Haut Plateau d'Uvira, afin de créer un cadre d'échanges et de partage sur le processus de mise en œuvre du projet visant l'implication de toutes les parties prenantes et la sensibilisation des acteurs sur tous les aspects de la prise en charge multidisciplinaire de la Clinique Mobile.

- L'équipe PEP a réalisé une mission de suivi des activités et validation des données trimestrielles dans les formations sanitaires partenaires de Katana et de Nyangezi.

- Le Pilier Médical a également participé à la visite de supervision conjointe de la Banque Mondiale et du Fonds Social de la RDC au Centre Hospitalier de Mulamba et à l'Hôpital de Panzi. Il s'agit de la visite des activités réalisées dans le cadre du projet de « Prévention et Réponse aux Violences Sexuelles et Basées sur le Genre » sous le contrat du Fonds Social de la RDC (activités démarrées en octobre 2019), mais également d'évaluer les probables besoins supplémentaires sur place.

PILIER PSYCHOSOCIAL

- **321** nouveaux cas ont été pris en charge par le pilier psychosocial dans les 3 One stop Centers.

- **78** anciens cas ont bénéficié de la prise en charge psychosociale

- **115** cas sont des survivants de violences sexuelles parmi lesquels 22 sont des mineurs.

- **30** cas de prolapsus et 9 cas de fistules ont été également pris en charge psychologiquement.

- **39** survivant.e.s ont été déchargés après rétablissement de leur équilibre émotionnel au cours du mois de janvier

- **42** séances d'écoute active et 34 visites à domicile ont été effectuées auprès des enfants des 2 Centres de Rattrapage Scolaires de Luhwindja et Kamituga

- **106** survivant.e.s de violences sexuelles ont été visités dans leurs familles respectives à Kavumu, Bunyakiri, Uvira et Kalehe

- Réalisation de **2** séances de réunion inter-disciplinaires pour la prise en charge des survivant.e.s entre la coordination des 4 piliers de la Fondation Panzi

- Réalisation de **2** séances d'inter-vision avec les Professeurs Adelaïde et Mormon de l'Université de Liège (partenaire académique de la Fondation Panzi)

- Réalisation de plusieurs séances de sensibilisation avec les parents de Kavumu, Bunyakiri, Minova, Katana, Luhwindja et Kamituga sur les problèmes psychologiques générées par les violences sexuelles dont leurs enfants ont été victimes et l'importance du soutien familial dans le cadre du projet « Les Enfants de Panzi et d'Ailleurs »

- Evaluation et prise en charge psychologique d'urgence de 60 patients lors des missions de la Clinique Mobiles organisées par les 3 One Stop Centers de la Fondation Panzi.

- Participation à la mission du lancement officiel du projet Prévention et Réponse aux vVolences Sexuelles et Basées sur le Genre, financé par la coopération allemande (GIZ). sur l'île d'Idjwi (spécialement à Idjwi Sud, dans la chefferie de Ntambuka).

PILIER JURIDIQUE ET LEGAL

- **186** nouveaux cas en demandes d'assistance ont été reçus dont 67 cas de violences sexuelles, 117 cas de violences basées sur le genre et 2 cas de conflits fonciers

- **34** dossiers de violences sexuelles et basées sur le genre ont été reçu, parmi eux, des anciens cas ont été clôturés par conciliation des parties en litige.

- **11** dossiers de violences sexuelles ont été régulièrement suivis devant les instances judiciaires compétentes tant civiles que militaires (Polices, Parquets, Auditorats, Tribunaux et Cours) :

A Bukavu : **7** dossiers ont fait l'objet de suivis dont **2** dossiers qui ont été instruits au Tribunal pour Enfant; **3** dossiers ont été instruits au Tribunal de Grande Instance (TGI) et renvoyés à des dates ultérieures pour la poursuite de la procédure; **2** dossiers ont été plaidés et pris en délibéré. Les jugements interviendront dans le délai de la loi.
A Uvira, 4 anciens cas de violences sexuelles devant le TGI d'Uvira ont été suivi, mais suite à la grève des magistrats, il n'y a pas eu d'audience; **1** ancien cas de violence sexuelle pendant par devant le TGI Uvira a été suivi, instruit en justice et renvoyé à une date ultérieure pour instruction et plaidoiries éventuelles.
A Shabunda, **1** dossier de violences sexuelles inscrits où la partie victime est attendue au parquet pour audition.

- **5** dossiers ont été introduits par devant les instances judiciaires compétentes parmi lesquels :

A Idjwi, 3 dossiers de violences sexuelles ont été introduits en justice dont 2 au parquet et 1 au Tribunal de Paix
Projet "Combatting SV in DRC Through Structured Legal Clinic Mechanism" : 2 dossiers introduits en justice par voie de plainte

- **16** dossiers de violences sexuelles ont été jugés dans l'axe Kamituga et dans l'axe Shabunda dont 15 dossiers par devant le TGI de Kamituga avec 14 condamnation, 1 acquittement et 1 jugement par devant le Tribunal de Paix de Shabunda avec condamnation de l'auteur.

- **5** émissions ont été produites, diffusées et/ou rediffusées dans l'axe Idjwi Nord à la Radio Obuguma, dans l'axe Kamituga à la Radio Salama, dans l'axe Uvira à la Radio Notre-Dame du Tanganyika sous les thèmes : la gestion commune des biens du ménage, le droit à l'héritage et les formes de violences sexuelles, que faire après un viol ?

- **71** séances de sensibilisation communautaire ont été réalisés en vue d'une information de la communauté locale sur des thématiques de droit touchant **3843** personnes dont 2063 femmes, 200 garçons, 232 filles et 1348 hommes. Thèmes abordés : assistance juridique et judiciaire offerte par la Clinique Juridique, les droits des enfants nés hors mariage ; les 16 formes de violences sexuelles, qui a droit aux biens laissés par le défunt, que faire après le viol, adultère et prostitution, présentation de la Clinique Juridique; la sexualité responsable ; comment lutter contre le mariage et les grossesse précoces, gestion commune des biens du ménage, les violences sexuelles et basées sur le genre, les discriminations à l'égard de la femme, le mariage forcé, l'enregistrement des enfants à l'état civil, la dot, le mariage civil, la masculinité positive et l'implication de la communauté, le rôle de la Clinique Juridique au sein de la communauté.

- Mission d'implantation de la nouvelle Clinique Juridique à Mwenga, à Kitutu et à Kaziba et formation du staff local sur la prise en charge juridique et judiciaire des victimes de violences sexuelles ;

- Mission d'implantation des nouvelles Cliniques Juridiques locales à Birava, Miti-Murhesa et Kaziba et identification de paras-juristes.

PILIER REINSERTION SOCIO-ECONOMIQUE

Prise en charge en transit

- **113** bénéficiaire dans trois centre de transit. Il s'agit des 34 survivantes des violences sexuelles, 24 dépendants (leurs enfants) et 10 enfants non accompagnés encadrés par la Maison Dorcas, 38 filles exploitées dans des lieux de prostitution et leurs dépendants, soit 3 enfants encadrées dans des "Safes Houses » que nous avons placées dans les trois communes de la ville de Bukavu (Ibanda, Kadutu, Bagira) et 4 dans le centre de transit de Nyangezi en territoire de Walungu.

Ils sont tous bénéficié d'une alimentation saine et équilibrée ainsi que d'un encadrement social. Des kits d'hygiène ont été remis pendant la semaine.

Nous avons organisé 12 référencement dont 6 dans le Pilier Médical pour une prise en charge appropriée et 6 dans le Pilier Légal pour une assistance juridique et judiciaire.

Apprentissage

En faveur de **642** personnes en:

- **Alphabétisation** pour **166** bénéficiaires organisé à la maison de transit de la Fondation Panzi, « Maison Dorcas »

- **Métiers professionnels:** **476** bénéficiaires dont 155 en milieu rural, et 321 en milieu urbain soit à la « Maison Dorcas » en coupe et couture, broderie, vannerie (fabrication de paniers et tissage de nattes), pâtisserie, savonnerie, soins de beauté, informatique, maroquinerie et menuiserie

Production et promotion

Sensibilisation

- **4** séances de sensibilisation qui ont atteint **3256** personnes sur différents thèmes dans différents axes : Katana, Nyangezi, Plaine de Ruzizi et à la « Maison Dorcas » à Bukavu. Les thèmes sont choisis sur base des problèmes rencontrés dans le milieu lors des visites antérieures: la dot, un symbole d'unité familiale, les droits des femmes, la résolution de conflits, les prolapsus, prévention et réponse aux fistules.

Suivi des organisations sociales des femmes

Le Pilier Réinsertion Socio-économique utilise deux approches d'organisation sociales, selon le contexte du milieu. Il s'agit des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) et des Mutuelles de Solidarité (MUSO). l'AVEC a presque le même fonctionnement que la MUSO, mais avec quelques différences au niveau du contexte, des objectifs, des mécanismes de fonctionnement voire même du degré de vulnérabilité des membres. Par expérience, dans la mise en œuvre, nous avons constaté que les plus vulnérables sont mieux favorisés par des MUSO, les AVEC ayant des cycles ne permettant pas de déboucher sur des projets de développement communautaires. Par contre, l'AVEC reproduit vite les recettes dans le groupe et redistribue les dividendes aux membres. Par conséquent, elle augmente le plus rapidement possible le niveau économique des membres. Sur le plan économique, l'AVEC a une grande vitesse de croissance, mais sur le plan social, la MUSO entretient plus de relations sociales.

- **182** mutuelles de Solidarité ont été suivies à Kamanyola, Katogota, Bwegera, Bulenga (Minova), Kalehe, Katana, Kavumu, Kamituga, Luhwindja, Mulamba, Kaziba (Walungu) et Bukavu. Les activités des MUSO (cotisation, octroi de crédits mutuelle, remboursement, assistance solidaire etc.) évoluent normalement et leurs caisses sont alimentées régulièrement. Les femmes éprouvent cependant certaines difficultés pour sécuriser leurs fonds.

- Dans la dynamique des AVEC, 18 306 parts sociales ont été achetées pour une valeur de 13 403 $. Elles se sont octroyées en moyenne 445 crédits pour une valeur de 19 225 USD. Cette approche est plus utilisée à Nyangezi, Katana et Bunyakiri. Les animateurs du pilier ont visité 33 Activités Génératrices de Revenus (AGR) initiées par des bénéficiaires dans la Plaine de la Ruzizi, à Katana, Kamituga, Luhwindja et 5 points de production et de vente dans la ville de Bukavu. Les AGR des femmes évoluent bien, mais les notions de création de business plan doivent être renforcées dans les missions de supervisions. Les bénéficiaires ont expliqué être dérangées par une taxation injustifiées des autorités précisément à Kamituga, Luhwindja et dans la plaine de la Ruzizi.

Production agro-pastorale des bénéficiaires

- **50** hectares de cultures de maïs dans la plaine de la Ruzizi sont en récolte à Katana

- **10** hectares octroyés aux bénéficiaires

- A Kaziba: Repiquage de 606 plants d'aubergine, sarclage dans le champs d'oignons (1920 plants avec aubergine), sarclage du champ de carottes, construction de deux hangars pour les oignons afin de les protéger des intempéries.

A toutes les étapes, les bénéficiaires ont été formées sur les techniques de mesurages, de piquetage, de fonctionnement des pépinières, sur la préparation du champ avant la réception des plants,... Cette formation se fait dans le champ de démonstration avant d'être appliqué dans les champs respectifs des bénéficiaires.

Nous continuons avec le suivi des champs des bénéficiaires sous forme de supervisions formatives. Nous avons visité le champ de sorgho d'une des bénéficiaires et des pruniers pour les autres.

Protection de l'enfance

Au sein du Pilier Réinsertion Socio-économique, les enfants bénéficient d'une attention toute particulière.

- Encadrement de **202** enfants lors de différentes activités à l'Aire de Jeux où ils sont également nourri.

- L'encadrement scolaire des enfants en âge d'aller à l'école se fait soit dans les Centres de Récupération Scolaire (CRS) spécialement conçus pour les enfants que l'on a sorti des carrés miniers et des lieux de prostitution des zones de carrés miniers (2 centres de récupération organisés par la Fondation Panzi à Kamituga et Luhwinja); soit à Bukavu où ils sont inscrits dans les centres de récupération scolaires déjà existants comme à Bagira et à Kadutu.

- Réalisation de **6** émissions de radio avec comme thèmes: la protection de l'enfant, l'encadrement des enfants après l'école dans des séances d'études par les parents et les droits des enfants.

- Visite de **25** élèves à présent à l'école secondaire et étant passés par les Centres de Rattrapage Scolaire (CRS) de Kamituga et Luhwindja pour un réconfort social avant le début des examens.

- **1** formation en faveur des enseignants et directeurs des CRS avec notre expert en éducation.

Pour toutes informations concernant

PANZI NEWS

rendez-vous sur le site internet:

www.fondationpanzirdc.org

@PanziFoundationRDC